



Comité Départemental de l'Action Sociale
26 Mars 2026
Déclaration Liminaire
CGT FINANCES PUBLIQUES 62

Madame la Présidente,

La campagne d'évaluation 2026 s'achève.

La Direction Générale indiquait que la « bienveillance » devait guider les travaux des évaluateurs.

C'est certainement au nom de cette même « bienveillance » que l'administration procède actuellement à la récupération d'indus de rémunération pouvant aller à jusqu'à plusieurs milliers d'euros, engendrés par sa propre incurie et au reniement de la parole donnée.

La solution proposée, en dehors de l'octroi d'un généreux délai supplémentaire de 6 jours, soit jusqu'au 26 mars, pour choisir entre la retenue sur salaire et l'émission d'un titre, est de s'adresser aux services sociaux. Ceux-ci ont des budgets pour aider les agents à résoudre leurs éventuelles difficultés financières.

Budgets que cette « bienveillance », partagée au niveau ministériel, a réduit cette année encore de façon catastrophique et scandaleuse.

Sous couvert de "contraintes budgétaires", c'est un véritable plan de liquidation de l'action sociale qui est en marche.

Pêle-mêle seront impactés la restauration avec une augmentation du reste à charge, les colonies de vacances avec une réduction drastique des places disponibles et une hausse des tarifs, une attribution de logements d'urgence et temporaires de plus en plus compliquée, cette liste n'étant évidemment pas exhaustive.

Même si le budget national dédié aux crédits d'actions locales reste stable par rapport à l'an dernier et que celui du Pas-de-Calais est en légère augmentation, le compte n'y est décidément pas. Ces ajustements sont loin de suivre l'inflation et la baisse du pouvoir d'achat des agents.

C'est l'engagement sans faille de l'équipe locale qui permet, malgré toujours de nouvelles restrictions, de proposer encore des prestations de grande qualité, en jonglant avec des budgets sans cesse plus contraints. La CGT Finances Publiques 62 tient une nouvelle fois à la remercier, notamment Isabelle et Maxime.

Cependant la CGT Finances Publiques 62 ne pourra jamais se contenter que l'action sociale soit une simple variable d'ajustement budgétaire.

La CGT Finances Publique 62 reste tout particulièrement attachée à une action sociale forte, équitable, de qualité, pour tous, actifs ou retraités

Pour une réelle reconnaissance pécuniaire, contre ce bienveillant mépris, la CGT Finances Publiques 62 appelle à rentrer dans l'action à compter du 15 mai, jour sans accueil scolaire que la direction persiste à ne pas octroyer en tant que pont naturel, pour lequel la CGT Finances Publiques 62 a déposé un préavis de grève.

Les représentants de la CGT Finances Publiques 62

Peggy VINCENT titulaire

Laurent TESSIER suppléant

Jean-Jérôme LECOMTE expert